

Motion des représentants des personnels enseignants, liste SNES et sympathisants

Depuis plusieurs années, toutes les organisations syndicales, les fédérations de parents d'élèves, les usagers alertent sur la mauvaise santé de l'éducation nationale. Tous dénoncent à l'unisson un système exsangue tant les moyens qui lui sont alloués sont déconnectés du réel, tant les réformes successives jamais évaluées sont légion. La formation des élèves, leur vie scolaire, leur quotidien et celui de leurs familles sont une nouvelle fois mis à mal, dans la précipitation, sans étude d'impact, sans expérimentation, et surtout sans aucune réelle concertation avec les acteurs de terrain.

Ainsi, alors qu'aucun texte officiel n'est paru, une marche forcée s'est engagée pour répondre à la commande politique dite « choc des savoirs ». La tâche essentielle de préparer une rentrée ne peut pourtant se faire en fonction d'un dossier de presse et de simples déclarations ministérielles qui n'ont pas été entérinées par des textes officiels. C'est la deuxième année consécutive que le ministère place ainsi les personnels de l'Éducation nationale et les usagers dans le flou et sans cadre réglementaire. C'est peu dire que l'ensemble de la communauté éducative est choquée par de telles pratiques.

Alors que les équipes s'attachent à faire au mieux pour que les élèves progressent, malgré des effectifs en hausse constante, des horaires dégradés ou des disciplines tout simplement supprimées dans certains niveaux comme la technologie en 6^e, le ministère s'attache à détricoter à coups d'injonctions le travail des enseignants, eux qui sont pourtant au plus proche de la réalité de leurs élèves. Ainsi, la rentrée 2024 se prépare au pas de charge, sans moyens supplémentaires, à détruire les dispositifs mis en place par les équipes pédagogiques. Fin des dédoublements, horaires planchers, dispositifs abandonnés faute de moyens, bricolages pour supprimer le moins tout en supprimant tout de même, offre éducative réduite à portion congrue... On ne pourrait énumérer ici toutes les conséquences, si nombreuses, que la réforme Attal entraîne, sauf à proposer un inventaire à la Prévert.

En français et en mathématiques, disciplines dites pourtant fondamentales, les élèves se retrouveraient à la rentrée 2024 en 6^e et 5^e sélectionnés, triés, isolés par des évaluations nationales, dont on connaît les limites, afin d'intégrer des groupes de niveaux. Comment transmettre à toutes et à tous l'intégralité des programmes dans un collège à deux vitesses ? Fin des classes qui permettent de trouver des repères stables au collège, particulièrement en 6^{ème}, fin du vivre ensemble et de l'école inclusive qui a pourtant tant de progrès à faire en la matière, fin du lien pédagogique privilégié que les professeurs de ces deux disciplines peuvent créer avec leurs élèves, fin de l'idée d'un collège où l'on fait corps, où l'on s'entraide, où l'on partage. Place au tri social. Tri social, car toutes les statistiques démontrent qu'en France, les résultats scolaires sont étroitement corrélés à l'origine sociale.

Pourtant, toutes les études faites sur les groupes de niveau montrent sans ambiguïté qu'une telle organisation étendue sur l'ensemble des horaires d'une discipline ne fait pas sens, pis, son impact sur la progression de l'ensemble des élèves est négatif.

Non seulement le ministère entend recycler de vieilles méthodes qui n'ont jamais fait leurs preuves, mais il abandonne les collèges en finançant les mesures qu'il impose sur la marge d'autonomie des établissements d'une part – qui seule permet une réelle pédagogie en adéquation avec les besoins des élèves – et sur le temps scolaire des élèves d'autre part puisque le nombre d'heures hebdomadaires en sixième passe de 26h à 25h. Aussi les élèves classés dans les « bons » groupes se retrouveraient-ils à devoir travailler dans des groupes surchargés dont les effectifs seraient moins favorables qu'en classe. Dans le même temps, les groupes dits « faibles » se retrouveraient isolés, sans pouvoir s'appuyer sur leurs pairs, confinés dans un déterminisme social indigne, avec la perspective de voir leur offre d'enseignement diminuée. L'éclatement du groupe classe dès la sixième priverait les élèves d'un repère essentiel et participerait à casser le collectif de travail. Ces effets négatifs déjà observés au lycée seraient encore plus lourds de conséquences pour des élèves plus jeunes.

Que dire des élèves à besoins particuliers? Quelle place pourraient-ils trouver dans un tel dispositif, alors que ces élèves, plus encore que les autres, ont besoin d'un cadre stable et serein, auprès d'enseignants familiers? Il va sans dire que l'injonction de groupes en barrettes aurait des conséquences très fortes sur l'ensemble des emplois du temps des élèves et des professeurs. L'alignement de l'ensemble des heures de mathématiques et de français dégraderait fortement les emplois du temps des élèves et des professeurs, au mépris des conditions d'apprentissage pour les premiers et de travail pour les seconds.

En somme, il s'agirait donc de devoir gommer tout le travail entrepris par les équipes au profit d'un projet vis à vis duquel toute la recherche s'accorde à dire qu'il ne fera qu'entériner les inégalités.

Quid enfin de la mission de professeur principal que tant de professeurs de mathématiques et de lettres exercent ? La ministre assure que les professeurs de ces disciplines pourraient poursuivre leur mission. Est-il raisonnable dans la vie réelle de laisser à penser qu'ils puissent créer le lien avec une classe alors qu'ils n'auraient à leur charge qu'une partie seulement des élèves ?

Nous ne nous sommes pas engagés dans l'enseignement pour un tel projet. Nous ne nous sommes pas engagés pour reléguer les élèves en difficultés sur des voies de garage. Nous ne nous sommes pas engagés pour ne plus pouvoir offrir une pluralité d'enseignements à chacun. Nous ne nous sommes pas engagés pour voir les conditions d'enseignement se dégrader pour tous les élèves ni pour être les témoins de la souffrance au travail de nos collègues. Nous ne nous sommes pas engagés pour assister au démantèlement de l'école publique. Ce n'est pas le sens de notre engagement. Les mesures annoncées vont à l'encontre de la mixité sociale et du progrès pour toutes et tous.

Aussi nous opposons-nous fermement au plan « choc des savoirs » du ministère et demandons le rétablissement des classes de référence en français et mathématiques.

Nous demandons de pouvoir conserver cinq divisions en 5^e et 6^e. En effet, le nombre d'élèves attendus en 5^e imposera certains groupes avec près de 33 élèves par classe et les prévisions pour la 6^e porteront les effectifs à plus de 28 élèves par classe (hors groupes à faible effectif), ce qui ne peut permettre la réussite de tous nos élèves.

Outre cette demande de maintien de divisions et l'abondement de la DGH qui correspondrait, nous demandons le rétablissement de la marge supplémentaire d'autonomie permettant de maintenir ou renouveler les dispositifs suivants : soutien natation en 5^e, dédoublements hebdomadaires en Français pour la 4^e et la 3^e, approfondissement de l'Anglais pour le dispositif ULIS, classe de robotique et coup de pouce à l'orthographe. Nous souhaitons également proposer une offre d'enseignement ambitieuse en créant une option histoire des arts à hauteur de 1h hebdomadaire et en consolidant les parcours de pratique théâtrale. Pour ces dispositifs nous demandons 11 heures supplémentaires d'abondement de la DGH.

Les représentantes et représentants de la liste SNES et sympathisants